



**CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS**

ADRESSE POSTALE : 14, RUE LA BOÉTIE - 75382 PARIS CEDEX 08

TÉLÉPHONE : 265-17-51

C. C. P. PARIS 7064-40

Paris, le 26 avril 1974.

Service Presse et  
Relations Extérieures

JCP/AD N° 37

---

Cher Ami,

Je vous prie de trouver ci-joint l'éditorial d'Eugène SCHAEFFER  
relatif à l'élection présidentielle.

Quelque temps avant les conférences de presse sur les problèmes  
agricoles données par certains candidats, le Secrétaire Général  
du C.N.J.A. pose dans cet éditorial les exigences fondamentales  
des jeunes agriculteurs et ce qu'ils attendent d'un Président de  
la République.

En espérant que ce texte saura retenir votre attention, je vous  
prie de croire, Cher Ami, à l'expression de mes sentiments les  
meilleurs.

L'Attaché de Presse,

J.C. PICHON.





*[The following text is extremely faint and largely illegible due to the quality of the scan. It appears to be a multi-paragraph document, possibly a report or a letter, with some lines of text visible across the middle and bottom sections.]*





## CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS

ADRESSE POSTALE : 14, RUE LA BOÉTIE - 75382 PARIS CEDEX 08

TÉLÉPHONE : 265-17-51

C. C. P. PARIS 7064-40

### EDITORIAL

-----

par Eugène SCHAEFFER

Secrétaire Général du C.N.J.A.

#### Des révélateurs et un test

Parce que capitale pour l'avenir du pays, l'élection d'un nouveau Président de la République concerne les agriculteurs comme tous les citoyens. Les conséquences de cette élection seront importantes car elles détermineront la physionomie de l'agriculture française de demain.

Pendant la campagne électorale, qui ne parlera pas de justice sociale, de progrès économique ? Qui n'affirmera pas que l'agriculture doit trouver une place de choix dans notre société ?

Au-delà des slogans, des promesses qui n'engagent à rien, il sera possible de distinguer les conservateurs de tous bords, les illusionnistes professionnels des véritables chefs d'Etat possibles.

Dans la politique agricole comme dans la politique tout court, il n'y a pas de miracle. Pour construire la société plus juste, plus fraternelle, que les candidats veulent instaurer, il faut innover; avoir le courage de procéder à des réformes profondes. Pour répondre à de nouveaux besoins, à la prise de conscience des problèmes économiques il faut s'engager résolument dans le sens d'une promotion des activités gestionnaires par la prise en charge par les hommes de leur vie et de leur travail quotidien. C'est la seule voie qui peut amener un changement radical dans notre société et l'agriculture.

Dans la politique agricole il y a quelques sujets qui jouent le rôle de révélateur et qui obligent à prendre position d'une certaine manière et pas d'une autre.

.../...





Centre de Recherches Économiques de Louvain

Économique  
ALFA-SUPERIEUR

par M. J. J. J.

Industrie Économique de Louvain

Centre de Recherches Économiques de Louvain

Le Centre de Recherches Économiques de Louvain a pour but de promouvoir les études économiques et sociales, de faciliter les recherches et de publier les résultats de ces recherches. Le Centre est ouvert à tous les chercheurs et à tous les étudiants. Les recherches sont financées par le Gouvernement de la Région wallonne et par le Gouvernement fédéral.

Le Centre de Recherches Économiques de Louvain est un organisme de droit public, créé par la loi du 15 mars 1963. Le Centre est placé sous le patronage du Gouvernement de la Région wallonne et du Gouvernement fédéral.

Le Centre de Recherches Économiques de Louvain est un organisme de droit public, créé par la loi du 15 mars 1963. Le Centre est placé sous le patronage du Gouvernement de la Région wallonne et du Gouvernement fédéral.

Le Centre de Recherches Économiques de Louvain est un organisme de droit public, créé par la loi du 15 mars 1963. Le Centre est placé sous le patronage du Gouvernement de la Région wallonne et du Gouvernement fédéral.

Le Centre de Recherches Économiques de Louvain est un organisme de droit public, créé par la loi du 15 mars 1963. Le Centre est placé sous le patronage du Gouvernement de la Région wallonne et du Gouvernement fédéral.



Premier révélateur : Si l'on veut moderniser l'agriculture des régions déshéritées, notamment la montagne, encourager l'installation des jeunes agriculteurs et aider au développement des exploitations encore peu modernes, le futur Président est-il prêt à dire qu'il réservera l'ensemble des moyens publics de la politique de modernisation, de financement (subventions, prêts bonifiés, etc...) et de la politique sociale aux régions, aux exploitations et aux agriculteurs qui en ont le plus besoin.

Deuxième révélateur : La politique à mener pour maîtriser l'évolution des structures foncières :

- Qui osera s'attaquer à la spéculation ?
- Les S.A.F.E.R. ne sont pas parfaites, c'est vrai, mais pour nous ce sont des instruments utiles et indispensables. Il faut leur donner les moyens nécessaires pour mieux intervenir.  
Qui prendra enfin l'initiative de donner aux S.A.F.E.R. la possibilité d'élargir leurs services, en matière de location par exemple ? Pourquoi certains veulent-ils les faire disparaître et d'autres ont-ils tout fait pour étouffer leur développement ?
- Le plus significatif sera sans aucun doute la révision du statut du fermage. Un projet de loi est prêt. Il ne sera voté par le Parlement que si le Président de la République et son gouvernement s'engagent à fond dans le débat... Autant connaître avant son élection l'opinion qu'il a sur ce sujet. L'esprit qui anime ce projet est le nôtre. Ce n'est qu'une étape mais elle constitue un progrès décisif et équitable pour tout le monde. Face à ce projet, il y a deux manières de camoufler son **conservatisme** : dire qu'il ne va pas assez loin... et ne rien faire. Dire qu'il va trop loin... et là encore ne rien faire.

Troisième révélateur : La politique d'organisation économique des producteurs et la gestion des marchés ; pour les viandes, le vin et les fruits et légumes en particulier. Tout le monde est pour cette politique, jusqu'au moment où l'on met en danger les pratiques de sa clientèle électorale qui vit (bien) sur le dos des agriculteurs. A moins que l'on propose des formules "miracles" qui nient la responsabilité des agriculteurs dans leur travail et leur volonté de conquérir un pouvoir économique dans notre société industrielle, et qui entraîneront une mise sous tutelle camouflée de l'agriculture.

.../...







Au cas où ces révélateurs ne seraient pas suffisants, il y a le "test final".

Depuis 1945, le monde agricole a petit à petit pris "ses affaires en mains". Il a voulu par ses organisations professionnelles négocier et gérer le plus souvent possible la politique agricole avec les pouvoirs publics et assurer de façon paritaire et contractuelle l'application de cette politique, par exemple avec le F.O.R.M.A., l'O.N.I.B.E.V., les S.A.F.E.R., le C.N.A.S.E.A., les A.D.A.S.E.A. Pour ce faire, seules les organisations responsables et représentatives pouvaient être investies de ces missions. La gestion de la politique agricole est complexe et demande une bonne connaissance des problèmes. La surrenchère, le parti-pris, et la démagogie devant être écartés, il était normal de ne pas introduire certains mouvements ou organisations.

Tout ceci a trouvé son expression la plus élaborée et son efficacité la plus grande avec la Conférence Annuelle et toutes les phases de sa préparation. Quels sont les engagements que prendront les candidats sur cette Conférence Annuelle ? Il y en a qui seraient tentés de la supprimer, parce qu'autour de la table ils leur seraient difficile de refuser une place, à certaines organisations... D'autres parce qu'ils se verront dans l'obligation de rendre compte de leur attitude à leurs mandants et de tenir les promesses faites pendant la campagne électorale.

On connaît parfaitement les positions et les propositions du C.N.J.A. Elles ne sont pas notre propriété exclusive. On peut nous les emprunter...

Dans les différents "baux septennaux" que les candidats nous proposent les jeunes agriculteurs sauront distinguer les clauses passéistes, utopistes, de celles qui peuvent assurer concrètement un avenir aux jeunes agriculteurs de France.



